

## Général Bertrand Soubelet : « Nous devons prendre conscience que certains de ces jeunes ne se sentent pas Français ! »



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 21 juillet 2019

Source [Boulevard Voltaire] Vous avez réagi de façon vigoureuse sur les réseaux sociaux pour condamner les violences et dégradations commises à l'issue du match de foot impliquant l'équipe d'Algérie. Vous avez notamment écrit : « *Quand on aime et on célèbre un pays, on y reste et on y vit. Ras le bol de ces faux Français.* » Coup de sang, cri du cœur, dérapage ?

Le tweet que j'ai publié en réaction aux événements qui se sont déroulés dans certaines de nos grandes villes (Paris, Lyon, Marseille, notamment) le jour du 14 Juillet à l'occasion de la victoire de l'équipe de foot de l'Algérie n'est ni un coup de sang ni un cri du cœur et encore moins un dérapage.

Notre vie publique et nos médias sont beaucoup trop marqués par les réactions à chaud, excessives et passionnelles et j'évite de rentrer dans cette logique.

Mais il est nécessaire de dire les choses clairement lorsque tout est fait pour lisser et trouver des circonstances atténuantes là où il n'y en a pas.

J'ai exprimé simplement un sentiment partagé par au moins 80 % des Français.

Dire que des jeunes nés sur notre territoire qui ne respectent pas la France en paradant avec un drapeau étranger et en semant violence et destruction sur leur passage n'est pas acceptable, je ne vois pas où est le dérapage.

Je sais que le terme de « faux Français » a gêné, mais je l'assume. Tout d'abord parce qu'en 280 caractères il n'est pas possible d'être exhaustif ou nuancé et parce que je crois que nous devons prendre conscience que certains de ces jeunes ne se sentent pas Français et, dans l'esprit, ils ne le sont pas. J'ai déjà expliqué à de maintes reprises ce phénomène dans les colonnes du *Figaro* ou dans mon livre [\*Sans autorité, quelle liberté ?\*](#) Nos gouvernants et nos élus ont évidemment une part de responsabilité. Est-ce une raison pour tout admettre et ne pas réagir ? Il n'est pas possible d'être Français à géométrie variable : oui quand c'est avantageux, et se réclamer d'un autre pays dans certaines circonstances. Ceux qui ne respectent pas les lois et les règles en dénigrant le pays dans lequel ils vivent doivent être sévèrement sanctionnés. Je vais même plus loin : pour ceux qui disposent de la double nationalité, on doit introduire une disposition législative pour qu'ils choisissent définitivement leur camp avec toutes les conséquences que cela comporte. La vie est une succession de choix et chacun doit assumer.

Quand je tiens de tels propos il n'est pas question d'extrémisme ni de racisme. C'est simplement du pragmatisme, du bon sens, et cette clarté permettra à la France de traiter dans de meilleures conditions tous les migrants légaux et les réfugiés vis-à-vis desquels nous avons des devoirs que nous ne sommes plus en mesure de remplir par faiblesse, par lâcheté ou par démagogie.

Le concept de nationalité française doit être revu et associé à des exigences et des devoirs. Nous avons trop longtemps négligé nos symboles.

Il est encore temps de réagir, mais le pouvoir actuel ne prend pas le bon chemin.

Réaction à ces réactions, vous avez déclaré, je crois, dans *Ouest-France* : « *Dans notre pays, il semblerait qu'on ne puisse pas dire les choses sans être considéré comme un membre du camp du Mal...* » Qu'est-ce pour vous, aujourd'hui, le camp du Bien, le camp du Mal ?

Il est vrai que, dans notre pays, la dictature de la pensée a empiré, depuis deux années. De manière

schématique, la gauche a perverti le système pendant quatorze ans et, ensuite, la droite a renié son identité inhibée par des lobbies intellectuels « droits-de-l'hommes » totalement déconnectés de la réalité. Désormais, il n'est plus possible de s'exprimer en dehors du prêt-à-penser validé par le pouvoir en place. Soit on se situe dans la mouvance bien-pensante de la majorité présidentielle, soit on est taxé des pires maux de la Terre et soupçonné de volontés totalitaires. Les camps du Bien et du Mal n'existent pas dans un débat démocratique et cette vision de la politique beaucoup trop présente pour les élections européennes est extrêmement dangereuse.

Donnez-nous, quand même, des raisons d'espérer, vous qui avez servi sous nos trois couleurs pendant près de quarante ans

Il y a toujours des raisons d'espérer dans un pays comme le nôtre.

La première raison, c'est que notre jeunesse est formidable.

Bien sûr, elle n'est pas uniforme et beaucoup reste à faire, mais je rencontre des jeunes d'âges différents, de régions et d'origine diverses, et ils ont pour la plupart envie de se réaliser et de prendre leur part du fardeau.

Il suffit simplement de leur faire confiance, de leur montrer le chemin et de les accompagner.

Lorsque je vois ces jeunes des écoles militaires et ces engagés qui défendent notre pays sous des formes diverses, lorsque j'échange avec ces jeunes de centres d'apprentissage, ceux qui sont en alternance dans des entreprises ou de jeunes enseignants, je lis dans leur regard l'envie d'avancer et de montrer ce dont ils sont capables.

La deuxième raison est que notre pays a connu plusieurs révolutions, des périodes très difficiles, parfois très sombres, et la grandeur de la France a toujours resurgi.

Je crois que le peuple français a compris certaines choses depuis quelques mois et il se recentre sur l'essentiel : qui sommes-nous ? Que voulons-nous pour nos enfants ? Sur quels fondements notre société doit reposer ?

Les exigences collectives manifestées par l'opinion publique en termes d'écoute, d'exemplarité, de retour à l'ordre et à l'autorité sont un indicateur.

Il ne restera plus qu'à convaincre la moitié du corps électoral de retourner s'exprimer pour mettre en œuvre ce projet

Je suis un éternel optimiste car la France est encore un grand pays, mais ne tardons pas trop.

21/07/2019 06:00